

## « Construire une autre Europe » ? d'abord se libérer du carcan de l'Europe libérale

La question de l'Europe est déterminante pour envisager une quelconque alternative de progrès.

Le texte du pré-rapport analyse correctement le caractère fondamentalement nocif des politiques menées en Europe mais il est essentiel de bien comprendre **qu'il ne s'agit pas simplement d'une politique mais d'un cadre institutionnel qui verrouille l'ensemble.**

La libre circulation des marchandises et des capitaux, les parités fixes (essence de l'euro), la dérèglementation systématique, le démantèlement des services publics, tout cela conduit à une situation de toute puissance « des marchés » où le plus fort écrase le plus faible, où le dumping social est roi et où l'on peut casser le code du travail, revenir au XIX<sup>ème</sup> siècle sous couvert de « compétitivité ».

### Cohérence ?

- Il est essentiel de saisir que ceux qui mènent ces politiques chez nous comme ailleurs sont **parfaitement cohérents** : ils acceptent pleinement le cadre européen qu'ils considèrent à juste titre comme une arme essentielle pour imposer aux peuples des reculs sociaux toujours plus lourds, mais si profitables à un grand patronat dont les désirs sont des ordres. Il est donc logique que ces gens là clament que le cadre institutionnel actuel est « indépassable » et qu'évidemment dans ce cadre toute alternative est « insensée ».
- Ceux qui veulent contribuer à une alternative de progrès devraient réfléchir sérieusement à **une autre cohérence** à même de faire pièce à la régression sociale que nous affrontons.

### Perspectives

- **l'exemple grec** a démontré ce que « l'Europe » pouvait faire pour briser un peuple qui fait des choix qui déplaisent. La fuite des capitaux (dans un système où la libre circulation est garantie par les traités), puis la coupure des liquidités par le BCE ont mis l'économie grecque et le système bancaire à genoux.
- **Il y a des méthodes de coercition plus efficaces que les chars.** et ceci , au delà de la faiblesse intrinsèque de la Grèce peut s'appliquer demain à tout état européen qui voudrait rompre les rangs... mais seulement tant que l'on accepte (béatement ?) le jeu de cartes faussé qui s'incarne dans les traités.
- **Résister à ce type d'agression**, qui constitue en fait un coup d'état financier, implique d'interdire la libre circulation des capitaux (donc violer les traités), d'ordonner à la banque centrale nationale d'émettre les liquidités que la BCE peut refuser (donc violer les traités) : c'est cela ou accepter pour l'éternité les régressions sans fin de la prison des peuples qu'est en fait l'Union Européenne.
- **demain, la question se reposera** au Portugal, en Espagne, en Italie ... ou en France. Il importe d'y réfléchir des maintenant